

**FICHE INDIVIDUELLE A DESTINATION DES SERVICES D'EAU
PARTICIPANT A L'ETUDE CEP
DONNEES 2011**



Nom de la collectivité : Crolles

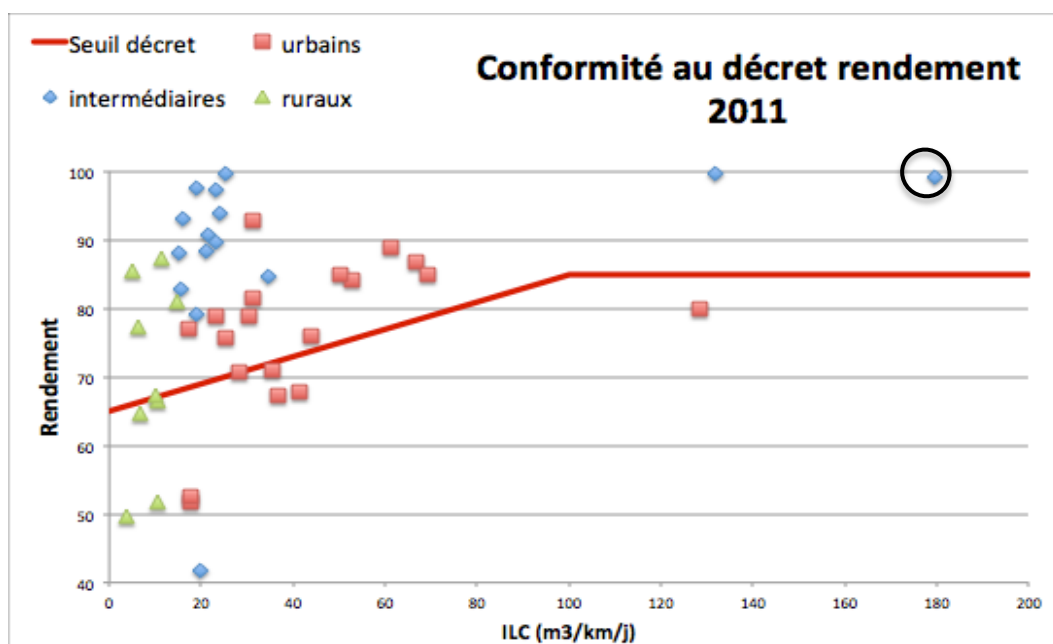
Type de collectivité : Commune

Les données présentées ci-dessous ont été renseignées par le service d'eau potable sauf celles marquées d'un astérisque « * ». Celles-ci ont été calculées à partir des données renseignées par les services, voir notice explicative.

COLLECTIVITE		PERIMETRE CEP
Généralités Abonnés : 3 246 Habitants : 8 835 Mode de gestion : <i>affermage</i> Date de règlement de service : 01 juillet 2011 Linéaire de réseau : 55,5 km		Abonnés CEP : 170.733 Habitants CEP : 467.591 Linéaire total : 2.145 km Branchements : 98.355 Volume facturé : 30,2 millions m ³
ILC : 179,6 m ³ /km/j Densité habitants* : 159 hab/km Branchements : 2 157 Volume entrant: 3 672 Mm ³ Volume facturé: 3 639 Mm ³ Installation de traitement : <i>non</i>		
Gestion Patrimoniale Ouvrages : 1 interconnexion, 4 réservoirs Nombre total de compteurs : 3 278 Pourcentage de compteurs +12 ans : 27,5 % Linéaire renouvelé sur 5 ans : 4,3 km Pourcentage moyen renouvelé par an* : 1,55 % Connaissance de l'âge des réseaux : <i>non</i>		Compteurs CEP : 173.954 % CEP (+12ans) : 37,1 % moyenne CEP : 1%/an moyenne nationale 2009 : 0,6%/an
Performance Rendement* : 99,1 % Indice Linéaire de Pertes* : 1,6 m ³ /km/j		Rendement CEP : 79,1% ILP CEP : 12,0 m ³ /km/j
Décret "rendement" : Niveau de connaissance du patrimoine : 50/100 Seuil de rendement imposé par le décret* : 85,0% Rendement 2011 : 99,1 % rendement lissé sur 3 ans* : 98,5% <i>Graphe de conformité des rendements en p2</i>		Moyenne CEP : 61/100 pts Seuil décret CEP : 72,8 % Rendement CEP : 79,1% Rendement CEP lissé : 78,4%
Branchements en plomb : Nombre de branchements en plomb restant connus : 100 Evaluation du coût de remplacement* : 180 000 € Estimation par le service d'eau de la fin des travaux : 2013		Nombre CEP : 4.506 Total CEP : 9.787 k€
Données financières Recettes réelles totales de fonctionnement: 259 k€ Capacité d'autofinancement 2011* : 252 k€ Durée d'extinction de la dette 2011* : 0 an Prix 2011 du service d'eau potable (base 120m ³) : 1,08 €/m ³ Evolution du prix depuis 2008* : 4,7 % <i>Graphique d'analyse p2.</i>		CAF CEP : 9.000 k€ Extinction dette CEP : 5,4ans Prix moyen CEP : 1,14 €/m ³ Evolution CEP : +14,8 % Prix moyen national : 1,55€/m ³ (2009)

* calcul CEP, voir notice explicative

Graphique 1 : Conformité des rendements de 2011 par rapport aux exigences du décret



Crolles est entourée.

Elle est à interpréter au regard des réseaux de typologie semi-urbaine (losanges bleus). En 2011 son rendement était de 99,1% et dépassait de 14,1 points le seuil imposé par le décret "rendement". En 2008 (pas sur le graphique), son rendement était de 97,4%. Le rendement s'est donc encore amélioré en quelques années, vraisemblablement en lien avec les travaux de renouvellement opérés sur le réseau (4,3 km en 5ans). Ce niveau de rendement n'est possible que par la présence d'un très gros consommateur industriel. En 2011, le niveau de rendement satisfaisait pleinement aux exigences réglementaires.

On notera que le rendement traduit moins l'état du réseau que les consommations de ses usagers. Pour mesurer la performance en matière de fuites, l'ILP est plus approprié, puisqu'il estime les pertes sur le réseau. L'ILP de Crolles est de 1,6 m³/km/j, et diminue progressivement depuis quelques années (4,2 m³/km/j en 2008). En 2011, le réseau de Colles présentait des fuites de très faible importance.

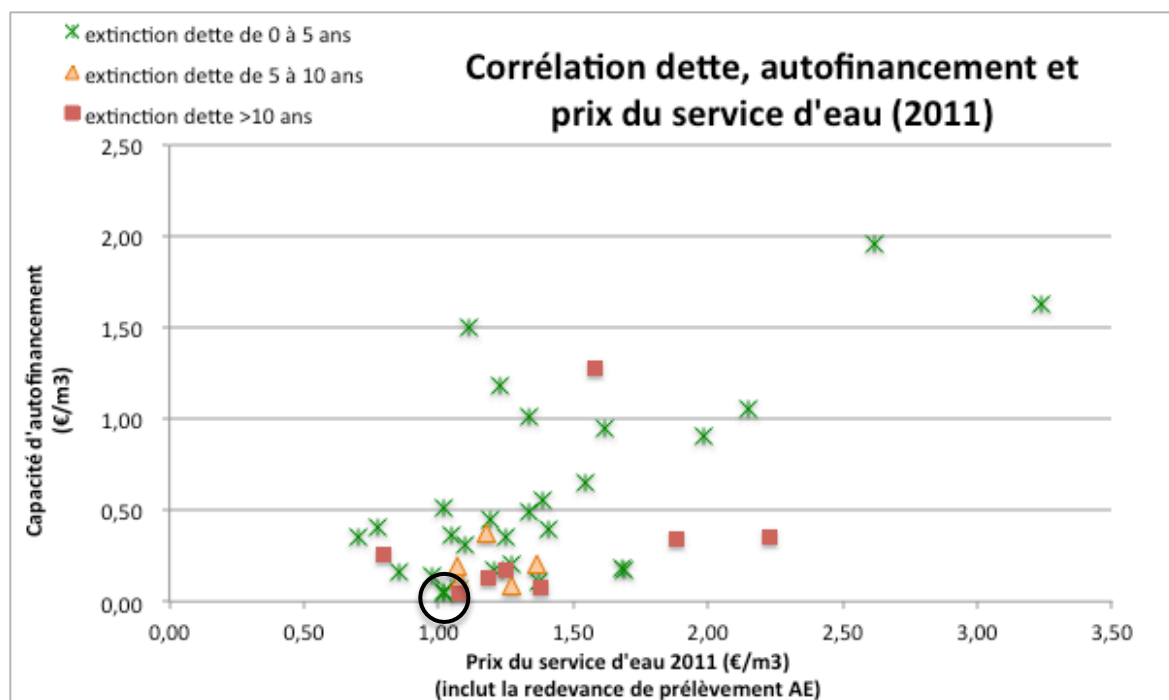
Avec ce niveau de performance, le service d'eau de Crolles peut consacrer ses efforts à d'autres priorités que la recherche de fuites.

On peut envisager l'amélioration du degré de connaissance du réseau. Le service a une connaissance non exhaustive de son réseau (indice : 50/100), il n'a notamment pas connaissance de l'âge ou de la période de pose de ses conduites.

Outre l'enjeu réglementaire que constitue désormais la connaissance du patrimoine avec le décret "rendement", cette connaissance permet à de nombreux services d'eau d'identifier les zones fragiles car vieillissantes du réseau d'eau et d'anticiper les futurs pics de renouvellement grâce à une pyramide des âges.

On notera enfin que 100 branchements en plomb étaient connus sur le réseau au moment de l'enquête et que le parc de compteur est assez jeune (27,5% des compteurs ont plus de 12 ans). Il conviendrait de maintenir ce taux de vieillissement à ce niveau pour éviter les problèmes de sous-comptage dus à l'obsolescence simultanée de nombreux compteurs.

Graphique 2 : Dette, autofinancement, prix du service eau potable : vision globale des marges de manœuvre



Le graphe ci-dessus propose de croiser 3 données financières : le niveau de dette, l'autofinancement (en ordonnée, qui inclut les montants d'assainissement et d'agence de l'eau) et le prix du service d'eau, base 120m³ (en abscisse).

Crolles est entourée (étoile verte).

Son extinction de dette est nulle (inférieure à 5 ans, étoile verte) et elle dégagait en 2011 un autofinancement de 0,07 €/m³ facturé, pour un prix de l'eau de 1,08 €/m³.

Cela traduit *a priori* une bonne santé financière du service d'eau.

En effet, le prix pratiqué est assez bas sur le territoire et il permet de dégager un autofinancement de 252 k€ en 2011, ce qui correspond seulement à 7 cts/m³ facturés. Cette situation confortable n'est encore possible que par la présence d'un très gros consommateur industriel.

Le niveau de dette est inexistant (0€ en 2011). En effet, le service dégage suffisamment de CAF (au minimum 122 k€ en 2009) pour autofinancer ses travaux (1,55% du linéaire par an pendant 5 ans).

Quelles marges de manœuvre en cas de besoin d'investissement ?

S'il devait financer de nouveaux travaux, le service pourrait soit s'autofinancer, soit contracter un nouvel emprunt. L'autofinancement est important chaque année (entre 122 k€ et 343 k€ depuis 2008). S'il est besoin de dégager davantage d'autofinancement, Crolles dispose d'une bonne marge de manœuvre en termes d'augmentation du prix de l'eau. Cette solution serait intéressante pour des investissements réguliers à moyen terme. Pour un investissement ponctuel, une très grande marge de manœuvre reste disponible en matière d'emprunt.

Le service doit cependant être vigilant en ce qui concerne l'augmentation du prix de l'eau car ses équilibres techniques et financiers sont fondés sur la présence de ST-electronics (*voir graphiques 1 et 2*). En effet, en France, certaines industries ont installé leur propre forage quand acheter de l'eau au service d'eau potable devenait moins avantageux. Ces décisions mettent en péril le service public, le réseau d'eau devenant parfois surdimensionné.

A long terme, afin d'anticiper les possibles pics de renouvellement dus au vieillissement simultané des conduites, et dans le cadre des préconisations de la Directive Cadre Européenne 200/60/CE, le service peut envisager la possibilité de provisionner pour financer ces futurs travaux.